

**Arrêté temporaire n°2026AT\_0667  
Portant réglementation de la circulation**

**RD 3 et RD 159**

**LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL,**

**MONSIEUR LE MAIRE DE QUISTINIC,**

**Vu** le Code général des collectivités territoriales et notamment L. 2213-1 à L. 2213-6/l'article L. 3221-4 ;

**Vu** le Code de la route et notamment l'article R. 411-8 ;

**Vu** le Code de la voirie routière ;

**Vu** l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment le livre 1, 4ème partie, signalisation de prescription et le livre 1, 8ème partie, signalisation de temporaire ;

**Vu** le règlement départemental de voirie approuvé le 16 septembre 2016 ;

**Vu** la délibération du conseil départemental en date du 1er juillet 2021 relative à l'élection du président du conseil départemental ;

**Vu** l'arrêté du président du conseil départemental en date du 23 décembre 2024 portant délégation de signature ;

**Vu** la demande en date du 18/03/2026 émise par le COMITE D'ORGANISATION DE L'ESSOR BRETON aux fins d'obtenir un arrêté de réglementation de la circulation ;

**Vu** l'avis favorable du Maire de la commune de BUBRY en date du 30/03/2026 ;

**Considérant** qu'une manifestation sportive de cyclisme de type "course cycliste" dénommée "66ème édition ESSOR BRETON - Etape LORIENT-QUISTINIC" rend nécessaire d'arrêter la réglementation appropriée de la circulation, afin d'assurer la sécurité des usagers, le 22/05/2026 sur la RD 3 et RD 159 situées sur les commune de BUBRY et QUISTINIC ;

## **ARRÊTENT**

### **Article 1**

Le 22/05/2026, la circulation des véhicules est interdite 14h00 à 18h00 sur la RD 3 du PR 12+0353 au PR 14+0493 et la RD 159 du PR 4+0703 au PR 7+0459. Par dérogation, cette disposition ne s'applique pas aux riverains, véhicules relevant de l'organisation de l'événement et véhicules de secours.

### **Article 2**

Pendant la durée de la mesure, une déviation est mise en place 14h00 à 18h00 pour tous les véhicules circulant de BUBRY vers BAUD et Itinéraire inverse. Cette déviation emprunte l'itinéraire suivant :

- RD 3 du PR 14+0517 au PR 18+0414 ;
- RUE DU COMMERCE (RD2) ;
- RD 2 du PR21+0104 au PR19+0349 ;
- ROUTE DE PLOUJAY (RD23) ;
- RD 23 du PR21+0883 au PR13+0406 ;
- RD 327 du PR0 au PR6+0423 ;
- RD 3 du PR7+0551 au PR9+0904 ;
- RD 156 du PR1+0931 au PR0+0012.

Un plan matérialisant ladite déviation demeure ci-après annexé.

### **Article 3**

La fourniture, la mise en place et la maintenance de la signalisation réglementaire seront à la charge du demandeur, COMITE D'ORGANISATION DE L'ESSOR BRETON et devront être conformes aux principes énoncés dans le manuel du chef de chantier édité par le CEREMA et à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié.

#### Article 4

Le présent arrêté sera apposé de façon lisible de part et d'autre de la manifestation et de la déviation.

#### Article 5

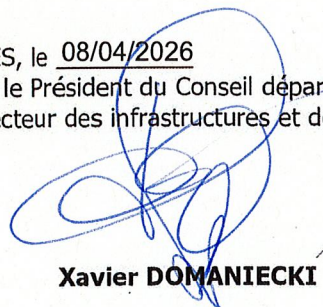
L'organisateur, le Directeur des infrastructures et des mobilités, les services municipaux, le commandant du groupement de gendarmerie, sont chargés, chacun en ce qui concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié sur le site internet du département (Morbihan.fr).

Fait à QUISTINIC, le 31 mars 2026  
Monsieur le Maire de Quistinic



**Thibault PHILIPPE**

Fait à VANNES, le 08/04/2026  
Pour le Président du Conseil départemental,  
Le Directeur des infrastructures et des mobilités



**Xavier DOMANIECKI**

#### DIFFUSION :

- Monsieur le Maire de Bubry
- COMITE D'ORGANISATION DE L'ESSOR BRETON (COMITE D'ORGANISATION DE L'ESSOR BRETON)
- Monsieur le Maire de Quistinic
- GENDARMERIE 56
- SDIS 56
- SAMU 56 PONTIVY
- SAMU 56 LORIENT
- Madame la Maire de Lanvaudan

#### **INFORMATIONS IMPORTANTES**

**Délais et voies de recours** : Le présent arrêté peut être contesté devant le tribunal administratif de Rennes dans le délai de **DEUX MOIS** à partir de sa publication.

Dans ce même délai, l'auteur de la décision peut être saisi d'un recours gracieux. L'absence de réponse expresse au terme d'un délai de deux mois suivant cette saisine fait naître une décision implicite de rejet.

Le recours gracieux prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans un délai de deux mois suivant la réponse au dit recours gracieux, qu'elle soit expresse ou implicite.

**Informatique et liberté** : Les informations recueillies vous concernant font l'objet d'un traitement informatique, auquel vous consentez, destiné à la gestion du domaine public routier départemental. Ce traitement s'inscrit dans le cadre suivant:

- le code général des collectivités territoriales, le code de la voirie routière, le code de la route, le code des relations entre le public et l'administration, le code général des impôts, le livre des procédures fiscales et le règlement départemental de voirie.

Les données enregistrées sont celles liées au formulaire ainsi que les informations que vous avez librement fournies. Ces données n'ont pas pour finalité une prise de décision automatisée. Elles sont destinées aux services instructeurs du Département et ne peuvent être communiquées, en cas de besoin nécessaire à l'instruction de votre situation, qu'aux destinataires dûment habilités et intervenant strictement dans le cadre de votre dossier, à savoir, en fonction de leurs missions :

- les communes, les communautés de communes, les communautés d'agglomération, les métropoles et tous les EPCI ayant une compétence dans le domaine de la voirie ;
- les services de la Direction Générale des Finances Publiques.

Vos données permettent également l'exercice des recours et leur gestion ainsi que l'établissement de statistiques et d'études techniques routières.

Les décisions sont notifiées à la personne ayant formulé la demande ainsi qu'aux mandants et à la collectivité du lieu d'occupation du domaine public routier. Les décisions portant arrêté de circulation soit permanent soit temporaire sont transmises aux services de police et de gendarmerie, aux services de secours tels que pompiers, SAMU.

Les données enregistrées sont conservées conformément aux prescriptions des archives départementales.

Conformément à la loi *informatique et libertés* du 6 janvier 1978, modifiée, et au *règlement général sur la protection des données*, vous bénéficiez d'un droit d'accès, de rectification aux informations qui vous concernent. Vous pouvez également définir le sort de vos données après votre décès. Vous pouvez également, pour des motifs légitimes, vous opposer au traitement des données vous concernant, sauf si ce droit a été écarté par une disposition législative.

L'ensemble de ces demandes doivent être adressées, en justifiant de votre identité, au délégué à la protection des données à l'adresse suivante: secrétariat général, 2 rue de Saint Tropez CS 82400 - 56009 Vannes cedex ou [cil56@morbihan.fr](mailto:cil56@morbihan.fr).

Vous pouvez également introduire une réclamation auprès de la commission nationale de l'informatique et des libertés : 3 place Fontenoy - TSA 80715 - 75334 Paris cedex ou sur [www.cnil.fr](http://www.cnil.fr).

